

ENQUÊTES DE SÉCURITÉ ET PROFESSEURS  
D'UNIVERSITÉS

Demande n° 49—M. Matheson:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par la *Canadian Association of University Teachers* depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1962, relativement aux enquêtes de sécurité en tant qu'elles touchent présentement les membres de l'Association.

M. Bell (Saint-Jean-Albert): Réservée.

L'hon. M. Chevrier: Au nom de mon honorable ami de Leeds...

M. l'Orateur: Je le regrette mais, dans ce cas-ci, demander que la motion soit réservée équivaut à s'opposer à ce qu'un autre député la propose. La motion est donc réservée.

(La motion est réservée.)

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

TRADUCTION DU RAPPORT GILL

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): J'aimerais poser une question au ministre du Travail. Nous dirait-il si la seconde version française du rapport Gill sur l'assurance-chômage est prête?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): On ne m'a pas informé qu'elle l'était.

(Plus tard)

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre du Travail s'il peut nous dire depuis combien de mois ou de semaines on a entrepris de traduire le rapport Gill en français?

L'hon. M. Starr: Il va me falloir aller aux renseignements et je répondrai plus tard à mon honorable ami.

L'hon. M. Pickersgill: Le ministre pourrait-il nous le dire demain?

(Texte)

ON DEMANDE QUE LES BÛCHERONS CANADIENS TRAVAILLANT AUX ÉTATS-UNIS TOUCHENT DES PRESTATIONS À LEUR RETOUR AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail. Peut-il nous dire si des dispositions sont actuellement prises afin de permettre à nos bûcherons canadiens, qui doivent travailler aux États-Unis parce qu'ils ne peuvent trouver d'emploi au Canada, de toucher des prestations d'assurance-chômage à leur retour au Canada?

(Traduction)

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur.

LA FONCTION PUBLIQUE

EXAMEN DU TOME 2 DU RAPPORT DE LA  
COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Charles-M. Drury (Saint-Antoine-Westmount): Vu que le second volume du rapport de la Commission Glassco a paru hier, le gouvernement a-t-il spécialement chargé un ministre d'examiner le rapport et de faire des propositions quant à la mise en œuvre des recommandations qu'il contient ou va-t-on le laisser aller à travers le champ des attributions du cabinet?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Quant à son mot de la fin, l'honorable représentant est une autorité en la matière, si l'on se rappelle le temps où il était sous-ministre.

M. l'Orateur: A l'ordre! Il conviendrait peut-être de ménager autant que possible les meilleures flèches.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le mieux à faire à ce propos, me semble-t-il, serait de revenir aux motions une fois la période des questions terminée. Je pourrais alors traiter de ce sujet, qui est un peu trop long pour figurer à l'appel de l'ordre du jour.

Des voix: D'accord!

(Plus tard)

M. l'Orateur: Sauf erreur, le premier ministre a laissé entendre qu'il aimerait qu'on revienne à l'appel des motions à la fin de l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. M. Diefenbaker: Étant donné l'heure tardive, je crois préférable d'attendre à demain, à l'appel des motions, et de ne pas demander à la Chambre d'y revenir maintenant.

LE COMMERCE

RÉACTION DE LA GRANDE-BRETAGNE À LA CAM-  
PAGNE D'ACHAT DE PRODUITS CANADIENS  
MENÉE PAR L'ONTARIO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lucien Lamoureux (Stormont): J'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il fait savoir au gouvernement, par l'entremise de notre haut commissaire à Londres ou par une autre voie, qu'il s'inquiète de la présente campagne d'achat chez nous menée par la province d'Ontario?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Je regrette, mais on parlait si fort, dans ce coin-là de la Chambre, que je n'ai pas entendu la question.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je n'ai pas de peine à comprendre le ministre car lorsque nous